

Des modes de consommation différents selon le ménage

Entre 2001 et 2011, l'évolution d'ensemble des prix à la consommation est similaire aux Antilles et en Guyane. En 2011, l'alimentation, le transport et le logement constituent les postes de dépenses les plus importants des ménages martiniquais. Ensemble, ils représentent plus de la moitié du budget de consommation des ménages. L'analyse intergénérationnelle permet de conforter les besoins de consommation spécifiques des « seniors » et la similitude des modes vie des « jeunes » et des « intermédiaires ». Les dépenses pré-engagées des ménages martiniquais représentent près du tiers de leur budget de consommation. L'analyse selon le statut d'occupation du logement, la composition du ménage ou le quintile de revenu fait apparaître de fortes disparités.

Une évolution d'ensemble des prix similaire aux Antilles-Guyane

Les évolutions de prix par fonction de consommation sont proches aux Antilles-Guyane. Entre 2001 et 2011, la hausse des prix en Martinique est égale à 22,9 %, soit 2,1 % en moyenne annuelle. Il y a peu d'écart pour les variations des prix à la consommation entre les Antilles

et la Guyane. Durant la période, la hausse des prix en Martinique est très proche de celle de Guadeloupe (23 %) alors qu'en Guyane, elle est légèrement plus modérée avec 20,8 % sur la période.

La Martinique se distingue de ses homologues par une hausse plus forte dans les postes « Alimentation », « Habillement » et « Restaurants et hôtels ». En particulier, les prix de l'alimentation ont augmenté

Indice des prix et Bouclier qualité prix

L'indice des prix à la consommation (IPC) mesure l'évolution du niveau moyen des prix des biens et services consommés par les ménages, pondérés par leur part dans la consommation moyenne des ménages. L'indice (105 par exemple) permet de mesurer l'inflation (ou la déflation en cas de baisse des prix) sur une période (ici + 5 % de hausse des prix) et donc l'évolution de la valeur de la monnaie (la valeur de la monnaie diminue lorsque les prix augmentent). Le taux (annuel) d'inflation désigne généralement, lorsque l'indice n'est pas précisé, le pourcentage d'augmentation de cet indice (IPC) particulier sur une année.

Le bouclier qualité-prix est une mesure de « lutte contre la vie chère » en Outre-mer. Elle est régie par un décret, pris en application d'une loi du 20 novembre 2012 relative à la régulation économique outre-mer. Parmi les dispositifs prévus pour lutter contre la vie chère, figure le bouclier qualité-prix, qui prévoit qu'un panier d'une centaine de produits de la consommation courante voit son prix maximal fixé par négociation, ou en l'absence d'accord, par le préfet.

15 Des évolutions annuelles des prix peu différentes aux Antilles-Guyane

Indice des prix à la consommation en 2001 et 2011 aux Antilles-Guyane

	Indice des prix (en point)		Évolution entre 2001 et 2011	Évolution annuelle moyenne
	2001	2011	%	%
Martinique	103,0	126,6	22,9	2,1
Guadeloupe	102,5	126,1	23,0	2,1
Guyane	102,6	124,0	20,9	1,9
France entière	103,7	123,91	19,5	1,8

Lecture : entre 2001 et 2011, l'indice des prix de la Martinique passe de 103,0 points à 126,6 points soit une hausse de 22,9 % des prix et 2,1 % de moyenne en rythme annuel.

Source : Insee, *Indice des Prix à la Consommation (IPC)*.

16 Des évolutions des prix par fonction différenciées aux Antilles-Guyane

Indice des prix à la consommation par fonction pour les années 2001 et 2011 aux Antilles-Guyane

	Martinique			Guadeloupe			Guyane		
	Indice Prix 2001	Indice prix 2011	Évolution (en %)	Indice Prix 2001	Indice prix 2011	Évolution (en %)	Indice Prix 2001	Indice prix 2011	Évolution (en %)
Alimentation	101,6	134,0	31,9	101,3	128,9	27,2	101,6	127,8	25,7
Alcool, tabac	108,1	169,1	56,4	107,1	192,3	79,5	107,6	177,6	65,0
Habillement	100,6	100,2	-0,4	98,7	90,7	-8,0	97,9	72,0	-26,4
Logement et charges	102,6	135,8	32,3	103,0	133,4	29,4	102,6	135,0	31,5
Ameublement, entretien	101,5	120,3	18,5	102,4	115,3	12,6	101,1	111,3	10,0
Transports	106,7	141,0	32,1	106,4	144,8	36,1	109,4	139,8	27,7
Communications	93,4	90,1	-3,4	94,1	91,5	-2,7	96,0	107,7	12,1
Loisirs et culture	106,0	114,6	8,1	99,3	108,5	9,3	100,5	107,8	7,2
Enseignement	105,8	144,3	36,3	114,2	175,6	53,7	106,2	145,5	36,9
Restaurants et hôtels	103,9	131,0	26,1	106,0	124,4	17,3	103,5	126,0	21,7
Biens et services divers	102,9	111,7	8,5	102,3	116,6	14,0	103,3	117,6	13,8

Lecture : entre 2001 et 2011, l'indice des prix de la fonction « Transports » passe de 106,7 points à 141,0 points en Martinique, soit une hausse de 32,1 %.

Source : Insee, *Enquête BDF 2011 et 2001*.

de 32 %, treize points de plus que pour la France entière. À l'inverse, la hausse est plus faible pour les fonctions « Communications » et « Biens et services divers ».

En rythme annuel, les écarts entre Martinique, Guadeloupe et Guyane sont faibles, soit 0,1 point par an en plus pour la Guadeloupe et 0,2 point par an en moins pour la Guyane. Ces évolutions, proches, proviennent d'un profil de hausse par fonction qui s'équilibrent pour les trois territoires. Les trois postes les plus importants de dépenses (logements, transports et produits alimentaires) représentent la moitié des dépenses de consommation aux Antilles-Guyane et cette part est stable pour les années 2001 et 2011.

Alimentation, transport et logement en tête des dépenses

En moyenne, les ménages martiniquais consacrent 20 % de leurs dépenses à l'alimentation, 18 % au transport et 16 % au logement. En 2011, les ménages les moins aisés consomment davantage de biens et services de première nécessité comme l'alimentation, le logement ou l'habillement, tandis que les ménages les plus aisés consacrent une part plus importante de leurs revenus aux postes « transports », « loisirs et culture », « restaurations et hôtels » et « biens et services divers ».

En 2011, les deux grands postes des dépenses de transport sont ceux liés, d'une part, à « l'entretien d'un véhicule, l'achat d'essence, les dépenses de garagiste et de parking » et, d'autre part, à « l'achat de véhicules neufs ou d'occasion ». Parmi les effets de la crise de 2008, on observe la baisse des dépenses dans des postes soumis à des arbitrages, tels les « loisirs et la culture » ou encore « l'habillement ».

Les dépenses de biens et services représentent 14 % des dépenses totales de consommation.

Les ménages « seniors » ont des besoins spécifiques en matière de consommation

Les habitudes de consommation des ménages dépendent de l'âge de la personne de référence. La probabilité d'avoir des enfants à charge est plus faible que les autres ménages. Ils consacrent une part plus grande de leur budget de consommation en dépenses de santé. Par ailleurs, étant moins mobiles et peu en activité, ils réduisent par conséquent leurs dépenses de transport. Ils

17 En dix ans, les prix des produits alimentaires ont progressé de 32 %

Évolution de l'indice des prix de la consommation par fonction de consommation (en point et %)

	Indice des prix		Évolution entre 2001 et 2011 (en %)	Évolution annuelle moyenne (en %)
	2001	2011		
Alimentation	101,6	134,0	31,9	2,8
Alcool, tabac	108,1	169,1	56,4	4,6
Habillement	100,6	100,2	-0,4	0,0
Logement et charges	102,6	135,8	32,3	2,8
Ameublement, entretien	101,5	120,3	18,5	1,7
Transports	106,7	141,0	32,2	2,8
Communications	93,4	90,1	-3,5	-0,4
Biens et services divers	102,9	111,7	8,5	0,8
Loisirs et culture	106,0	114,6	8,2	0,8
Enseignement	105,8	144,3	36,4	3,2
Restaurants et hôtels	103,9	131,0	26,1	2,4
Santé	101,0	107,9	6,9	0,7

Lecture : les prix des transports en Martinique ont progressé de 2,8 % entre 2001 et 2011.

Source : Insee, Indice des prix par fonction de consommation en 2011 et 2001.

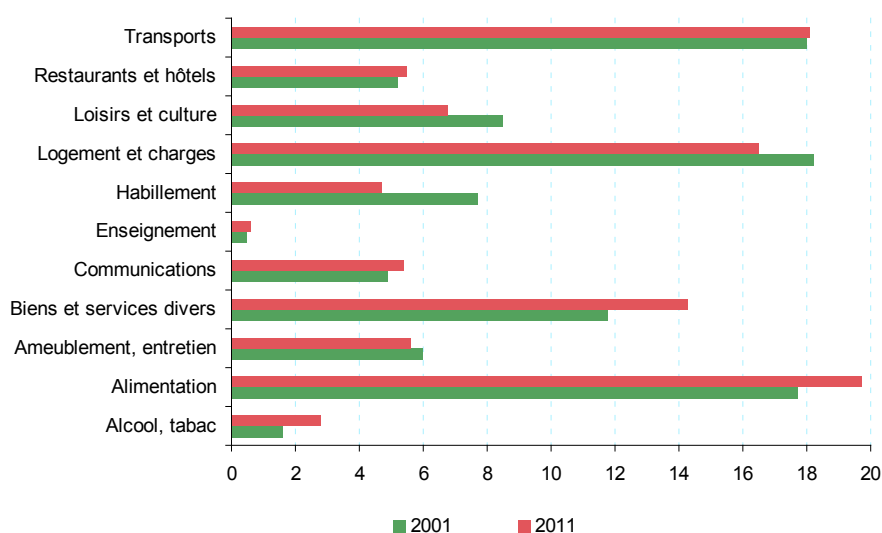
Indice des prix « BDF »

L'Indice des prix à la consommation « BDF » mesure la hausse des prix à un niveau fin.

L'objectif de cette partie est d'obtenir la variation des prix à la consommation issus des enquêtes « BDF » entre 2001 et 2011 par catégorie de ménages (quintiles, déciles). En effet, l'IPC de Martinique n'étant diffusé qu'au niveau régional, on calcule donc des indices de prix à partir des données issues de l'enquête budget de famille par catégorie de ménages à un niveau plus fin. Ils sont obtenus par croisement des données issues de l'enquête budget des familles (les coefficients budgétaires de chaque fonction de consommation) et celles issues de l'IPC (les indices des prix par fonction de consommation des années 2001 et 2011). Le calcul est réalisé pour les dépenses de consommation hors dépenses de santé.

18 Une augmentation modérée du budget consacré à l'alimentation

Part des dépenses selon les fonctions de consommation (en %)



Lecture : entre 2001 et 2011 en Martinique, le coefficient budgétaire des dépenses de transport des ménages évolue de 0,1 point passant de 18 à 18,1 %.

Source : Insee, Enquête BDF 2001 et 2011.

sont aussi plus souvent propriétaires de leur logement. Les nouveaux retraités ont des pensions plus importantes que leurs aînés du fait d'une vie professionnelle plus clas-

sique (emplois déclarés). Cela a tendance à influencer leur structure de consommation, principalement pour les dépenses dans le secteur des loisirs.

Près du tiers des dépenses sont pré-engagées en Martinique

En 2011, les dépenses de consommation pré-engagées représentent 31,7 % de la consommation totale moyenne, elles progressent de 3,3 % par rapport à 2001. Les dépenses « pré-engagées et d'alimentation » représentent plus de la moitié des dépenses de consommation totale moyenne, en nette progression.

Les dépenses pré-engagées des propriétaires évoluent plus vite que celles des locataires

Entre 2001 et 2011, la part des dépenses pré-engagées dans la consommation totale moyenne des propriétaires a progressé de six points, passant de 18,6 à 24,5 %. Celle des locataires (38,2 %) n'a pas significativement évolué depuis 2001.

Les propriétaires dépensent un quart de leur budget de consommation en dépenses pré-engagées. Avec des coûts de logement plus élevés, les locataires consacrent plus du tiers de leur budget de consommation au paiement du loyer dû aux propriétaires au titre de l'occupation de leur résidence principale.

En dix ans, la part des dépenses pré-engagées des couples avec enfant(s) a évolué plus vite que celles des autres ménages

Entre 2001 et 2011, l'évolution de la part des dépenses pré-engagées des couples avec enfant(s) (5,3 %) dans la consommation totale moyenne a été plus rapide que celle des autres ménages. L'importance de cette évolution est à rapprocher aux besoins plus précoces de disposer d'abonnements aux nouvelles technologies de l'information et de la communication (portable, internet).

En raison des économies d'échelles, la part des dépenses pré-engagées dans la consommation totale moyenne des couples avec enfant(s) (30,1 %) est inférieure de quatre points à celles des familles monoparentales et de cinq points à celle des personnes seules. À l'opposé, elle est supérieure de respectivement trois et quatre points à celles des couples sans enfant et des familles complexes.

L'élévation du niveau de vie atténue le poids des dépenses pré-engagées

La part du budget des ménages consacré à l'alimentation constitue une forme de marqueur social : en 2011, la part de l'alimen-

L'enquête BDF décrit le panier de la consommation d'un ménage

L'enquête Budget des familles retrace l'ensemble des dépenses des ménages. Elle permet donc de connaître le panier de consommation des ménages dont les dépenses sont réparties selon les fonctions de consommation. Les fonctions de consommation rassemblent traditionnellement dans un même poste, à un niveau regroupé, les biens et les services nécessaires pour satisfaire un même besoin (se nourrir, s'habiller, se loger...). Ces fonctions de consommation sont définies par une nomenclature internationale, la classification des fonctions de consommation des ménages (Classification of Individual Consumption by Purpose – COICOP). Comme pour le revenu disponible, les dépenses de consommation sont par unité de consommation. On utilise le même facteur de proportionnalité, lié à la composition du ménage. L'objectif est de pouvoir comparer les dépenses de consommation entre deux types de ménages différents. Le panier du consommateur par UC (appelée ici dépenses de consommation) servira au calcul du pouvoir d'achat par unité de consommation.

Les loyers d'habitation correspondent aux loyers de résidence principale payés par le locataire au propriétaire du logement. Le loyer correspond au coût réel payé par le locataire. Ainsi, le loyer est net des aides aux logements. Il n'est pas à la charge du propriétaire ce qui entraîne pour ce dernier un poids des dépenses plus faible. Cependant, les accédants à la propriété payent des intérêts d'emprunt qui ne font pas partie du budget des dépenses de consommation des ménages.

Le poste « Biens et services divers » est composé des dépenses non classées ailleurs. Il comprend les services et les produits de soins personnels, les effets personnels (valises, maroquinerie ...), les dépenses de protection sociale (maison de retraite, assistance maternelle ...), les assurances et les services financiers.

19 Les dépenses pré-engagées représentent près du tiers des dépenses de consommation totale moyenne

Part des dépenses de consommation pré-engagées entre 2001 et 2011 (en %)

	2001	2011	Évolution (en %)
Dépenses pré-engagées	28,4	31,7	3,3
Alimentation	17,7	19,7	2,0
Dépenses pré-engagées et alimentation	46,1	51,4	5,3
Autre dépenses	53,9	48,6	-5,3
Consommation totale moyenne (en €)	9 150	14 090	54,0

Lecture : en Martinique, les dépenses pré-engagées des ménages représentent 31,7 % des dépenses de consommation totale moyenne en 2011 soit une évolution de 3,3%.

Source : Insee, Enquête BDF 2011 et 2001

20 Bien moins de dépenses pré-engagées pour les propriétaires que pour les locataires

Part des dépenses pré-engagées selon le statut d'occupation du logement entre 2001 et 2011 (en %)

	Postes de consommation	2001	2011	Évolution (en %)
Propriétaires	Dépenses pré-engagées	18,6	24,5	5,9
	Alimentation	21,1	23,2	2,1
	Dépenses pré-engagées et alimentation	39,6	47,7	8,1
	Autre dépenses	60,4	52,3	-8,1
	Consommation totale moyenne (en €)	7 950	13 350	67,9
Locataires	Dépenses pré-engagées	38,1	38,2	0,1
	Alimentation	14,4	16,5	2,1
	Dépenses pré-engagées et alimentation	52,4	54,7	2,3
	Autre dépenses	47,6	45,3	-2,3
	Consommation totale moyenne (en €)	10 730	14 840	38,3

Lecture : en 2011, les dépenses pré-engagées représentent 35 % des dépenses totales des personnes seules.

Champ : Consommation hors dépenses de santé.

Source : Enquête BDF 2011 et 2001.

taire dans les dépenses totales des ménages varie en fonction des niveaux de vie. Les ménages les plus modestes consacrent 22 % de leurs dépenses de consommation à l'alimentation, alors qu'elles n'en représentent que 18 % pour les plus aisés.

Ainsi, l'alimentation étant le poste ayant subi la plus forte hausse, les ménages les

plus pauvres en subissent un impact d'autant plus important. Les dépenses pré-engagées représentent près du tiers du panier de consommation, hormis pour les plus aisés pour lesquels elles représentent moins de 30 %. ■

**« Théorie du cycle de vie »
de Franco Modigliani**

L'épargne et le patrimoine fluctuent au cours de la vie, tandis que la consommation augmente assez régulièrement. Ainsi, au début de la vie, l'épargne est importante et le patrimoine est nul, voire négatif (endettement pour les études ...), la consommation est relativement faible.

Lors de la période active et de l'exercice d'un emploi, il est fréquent d'assister à un remboursement progressif des dettes et à une augmentation du patrimoine, alors que l'épargne augmente en prévision de la retraite et que l'augmentation du revenu permet d'augmenter la consommation et l'acquisition de biens patrimoniaux.

En période d'arrêt de l'activité, l'épargne accumulée au cours du temps est consommée ainsi que le patrimoine (ventes de biens) pour assurer l'accroissement de la consommation au cours du temps.

21 Une évolution significative de la part des dépenses pré-engagées pour les couples avec enfant(s)

Part des dépenses de consommation pré-engagées selon la composition du ménage entre 2001 et 2011

	Postes de consommation	2001	2011	Évolution (en %)
Personne seule	Dépenses pré-engagées	33	35	3
	Alimentation	18	19	1
	Dépenses pré-engagées et alimentation	51	54	3
	Autre dépenses	49	46	-3
	Consommation totale moyenne (en €)	8 820	14 950	70
Famille monoparentale	Dépenses pré-engagées	33	34	1
	Alimentation	17	19	1
	Dépenses pré-engagées et alimentation	50	53	2
	Autre dépenses	50	48	-2
	Consommation totale moyenne (en €)	8 940	12 160	36
Couple sans enfant	Dépenses pré-engagées	26	27	1
	Alimentation	18	22	4
	Dépenses pré-engagées et alimentation	44	49	5
	Autre dépenses	56	51	-5
	Consommation totale moyenne (en €)	9 380	16 610	77
Couple avec enfants	Dépenses pré-engagées	25	30	5
	Alimentation	17	18	1
	Dépenses pré-engagées et alimentation	42	48	6
	Autre dépenses	59	52	-6
	Consommation totale moyenne (en €)	10 220	14 260	40
Ménage complexe	Dépenses pré-engagées	24	26	2
	Alimentation	20	26	6
	Dépenses pré-engagées et alimentation	44	52	8
	Autre dépenses	56	48	-8
	Consommation totale moyenne (en €)	7 300	10 530	44

Lecture : en 2011, les dépenses pré-engagées représentent 35 % des dépenses totales des personnes seules, soit 3 % de plus qu'en 2001.

Champ : consommation hors dépenses de santé.

Source : Insee, Enquêtes BDF 2011 et 2001.

22 La part du budget des ménages consacré à l'alimentation constitue une forme de marqueur social

Part des dépenses pré-engagées dans les dépenses totales des ménages selon le quintile de revenu (en %)

	Postes de consommation	2001	2011	Évolution (en %)
Inférieur à Q1	Dépenses pré-engagées	34	32	-2
	Alimentation	24	22	-2
	Dépenses pré-engagées et alimentation	58	54	-4
	Autre dépenses	42	46	4
	Consommation totale moyenne (en €)	5 220	10 280	97
De Q1 à Q2	Dépenses pré-engagées	32	32	0
	Alimentation	23	25	2
	Dépenses pré-engagées et alimentation	55	57	2
	Autre dépenses	45	43	-2
	Consommation totale moyenne (en €)	6 420	10 630	66
De Q2 à Q3	Dépenses pré-engagées	31	34	3
	Alimentation	20	20	-1
	Dépenses pré-engagées et alimentation	51	54	2
	Autre dépenses	49	47	-2
	Consommation totale moyenne (en €)	7 690	12 330	60
De Q3 à Q4	Dépenses pré-engagées	30	34	4
	Alimentation	16	18	1
	Dépenses pré-engagées et alimentation	46	51	5
	Autre dépenses	54	49	-5
	Consommation totale moyenne (en €)	10 490	15 570	48
Supérieur à D4	Dépenses pré-engagées	23	29	6
	Alimentation	13	18	5
	Dépenses pré-engagées et alimentation	36	47	10
	Autre dépenses	64	53	-10
	Consommation totale moyenne (en €)	15 890	21 640	36

Lecture : en 2011, les dépenses pré-engagées représentent 32 % des dépenses totales des ménages les moins aisés, contre 29 % pour les ménages les plus aisés.

Champ : consommation hors dépenses de santé.

Source : Insee, Enquêtes BDF 2011 et 2001.